



Bulletin

FrancoPaix

Vol. 4, no 6 | Juin 2019

**Violences au Burkina Faso : au-delà des
prismes religieux et ethniques**

Par Nicolas Hubert

Résumé exécutif

• Une large couverture médiatique a été accordée à la multiplication des affrontements intercommunautaires dont sont victimes depuis le début de l'année les populations du Burkina Faso et du Mali, appuyant fortement sur le spectre d'un conflit ethnique généralisé à l'ensemble de l'espace sahélien.

• Ces récits médiatiques sont cependant problématiques et répondent davantage aux agendas politiques des États sahéliens et des puissances intervenant militairement dans la région.

• L'explication ethnique du conflit est alimentée par l'apparition, puis la multiplication des affrontements intercommunautaires et des tueries de masse dans le centre du Mali, à proximité de la frontière burkinabè, et dans le nord du Burkina Faso.

• L'explication religieuse du conflit, et notamment le raccourci effectué en filigrane avec l'expression d'un Islam meurtrier, ne reflète en rien la réalité et la complexité de la situation au Burkina Faso.

• Pour l'État et la presse burkinabè, cette grille de lecture

religieuse et ethnique permet de présenter un raccourci expliquant d'une part l'émergence et l'accentuation des violences, mais aussi de dédouaner l'État et la société burkinabè de toutes responsabilités quant à la dégradation sécuritaire à laquelle le pays est actuellement confronté.

• L'ensemble de cette situation de crise ne pourrait se résumer ni à l'expression du terrorisme religieux ou à l'islamisme radical, ni au prisme ethnique. À l'instar de son voisin malien, le conflit en cours au Burkina Faso se caractérise par sa complexité et la superposition d'acteurs qui profitent du manque de légitimité et de la faiblesse de l'autorité de l'État pour prendre le contrôle de certains territoires ou pour faire fructifier leurs activités illicites.

• Au Burkina Faso, les groupes armés transnationaux ne convertissent pas massivement des populations dans une croisade idéologique à l'encontre de l'Occident et de l'État burkinabè. Ils ne déferlent pas sur le pays en menant une guerre de conquêtes territoriales. Ils s'implantent au contraire localement, capitalisant sur des conflits antérieurs à leur création et opposant les populations à des représentants de l'État perçus comme violents et corrompus.



« Les groupes armés eux-mêmes mettent en avant le manque de légitimité et les exactions commises par les représentants de l'État comme premières motivations de leurs violences et non la pratique religieuse ».

Le 28 avril, six personnes ont trouvé la mort dans une énième attaque au Burkina Faso. La nouvelle est triste, l'événement est tragique. Mais en dépit de tout le respect que nous devons aux victimes et à leurs familles, dans un Burkina Faso en proie à une dégradation sécuritaire continue, les faits en deviennent presque anodins. La nouveauté ? L'attaque a ciblé une église. Elle bénéficie par conséquent d'une large couverture de la part des médias internationaux qui, dans la grande majorité, soulignent à tort le caractère religieux des violences. De même, une large couverture médiatique a été accordée à la multiplication des affrontements intercommunautaires dont sont victimes depuis le début de l'année le Burkina Faso et le Mali, appuyant fortement sur le spectre d'un conflit ethnique généralisé à l'ensemble de l'espace sahélien. Bien que renvoyant à une certaine réalité factuelle, la construction de ces récits médiatiques est cependant problématique et répond davantage aux agendas politiques des États sahéliens et des puissances intervenant militairement dans la région.

En effectuant aussi facilement des raccourcis entre violences et extrémismes religieux ou communautarisme ethnique, ce traitement médiatique occulte d'une part la complexité des rapports politiques, sociaux et économiques à même d'expliquer la dégradation sécuritaire au Sahel et d'autre part les nombreux défis auxquels font face les pays de l'espace sahélien. Et malheureusement, au Burkina Faso ces

défis sont nombreux. Tandis que la classe politique s'affaire à l'organisation des prochaines élections présidentielles de 2020, les Forces de défense et de sécurité s'efforcent de contenir la progression constante des groupes armés transnationaux sur le territoire burkinabè. Enfin, il est important de souligner que la multiplication des attaques, l'apparition des violences intercommunautaires, ainsi que le renforcement d'une répression violente et arbitraire ont déjà engendré au premier trimestre 2019 plus de morts que sur l'ensemble de l'année précédente.

La radicalisation religieuse, un raccourci problématique

L'explication religieuse du conflit, et notamment le raccourci effectué en filigrane avec l'expression d'un Islam meurtrier, ne reflète en rien la réalité et la complexité de la situation au Burkina Faso. Il est en effet important de souligner que l'ensemble des rapports et enquêtes de terrain réalisés par les think tanks et groupes de recherche internationaux, tels que *Institute for Security Studies*¹, *International Crisis Group*², *International Alert*³ ou encore la Fédération Internationale des Droits de l'Homme⁴, rejettent massivement le lien entre la radicalisation religieuse et l'adhésion de certaines populations aux groupes armés actifs dans la région. Les groupes armés eux-mêmes mettent en avant le manque de légitimité et les exactions commises par les représentants

de l'État comme premières motivations de leurs violences et non la pratique religieuse.

Le récit narratif des violences construit autour de l'extrémisme violent tend alors plus à répondre au vocabulaire anxiogène et islamophobe lié aux préoccupations médiatiques et politiques des États militairement impliqués dans l'espace sahélien. Il s'inscrit ainsi davantage au sein du concept de guerre contre le terrorisme et à la nécessité des États européens et nord-américains de sécuriser autant leurs zones d'influence à l'international que leurs espaces nationaux. Des mécanismes parfaitement mis en avant par les études critiques de sécurité, telles que celles produites par Mark Duffield ou encore les chercheurs s'inscrivant dans l'analyse des processus de sécuritisation et désécuritisation⁵. Ce récit justifie alors la nécessité d'une implication militaire soutenue au sein de territoires lointains à l'encontre de groupes armés relevant du terrorisme religieux et pouvant potentiellement menacer la sécurité et l'intégrité de leurs sociétés et de leurs territoires.

Le spectre du conflit ethnique

L'explication ethnique du conflit est quant à elle alimentée par l'apparition, puis la multiplication des affrontements intercommunautaires et des tueries de masse dans le centre du Mali, à proximité de la frontière burkinabè, et dans le nord du Burkina Faso. La tuerie de masse survenue au Mali dans le Bankass en mars dernier, ainsi que les affrontements intercommunautaires de SobaneKou et de Yoro survenus en juin 2019, ont également reçu une large couverture médiatique. Au Burkina Faso, plus de 260 personnes ont trouvé la mort dans des tueries similaires. Le massacre de Yirgou, survenu au début du mois de janvier 2019 aurait fait plus de 200 victimes, tandis que 62 personnes ont été tuées à Arbinda, en avril, à la suite de violences intercommunautaires.

Pour la presse internationale, cette explication vient se superposer au prisme religieux, en soulignant que les violences ethniques deviennent un outil de recrutement pour les groupes djihadistes. Pour l'État et la presse burkinabè, cette grille de lecture religieuse et ethnique permet de présenter un raccourci expliquant d'une part l'émergence et l'accentuation des violences, mais aussi de dédouaner l'État et la société burkinabè de toutes responsabilités quant à la

dégradation sécuritaire à laquelle le pays est actuellement confronté.

Le prisme ethnique est cependant tout autant problématique que l'explication religieuse du conflit. Il occulte également les différents mécanismes politiques et sociaux amenant d'une part à la stigmatisation des communautés peules et d'autre part au recours à la violence comme formes d'expression du politique et de redistribution du pouvoir. Enfin, et cela est particulièrement probant pour l'appréhension internationale des dynamiques conflictuelles au Sahel, la construction narrative ethnique, tribale, du conflit renvoie à ce que Jean François Bayart soulignait comme la négation du politique dans les sociétés africaines⁶.

L'insécurité n'est pas uniquement le fait des groupes armés

Depuis plusieurs mois, les attaques au Burkina Faso sont devenues quotidiennes et de plus en plus meurtrières. Ce climat persistant d'insécurité a poussé près de 150 000 personnes à prendre la route et à se réfugier en dehors de leurs communautés et villages d'origine. Une situation intenable étant donné que ces personnes dépendent presque exclusivement des activités agricoles ou pastorales et donc de l'exploitation de leurs terres et de l'entretien de leurs troupeaux. Le pays, devant déjà répondre à l'urgence sécuritaire, est désormais à la veille d'une crise humanitaire dont l'ampleur dépasse largement ses capacités économiques, humaines et structurelles.

L'ensemble de cette situation de crise ne pourrait se résumer ni à l'expression du terrorisme religieux ou à l'islamisme radical, ni au prisme ethnique. À l'instar de son voisin malien, le conflit en cours au Burkina Faso se caractérise par sa complexité et la superposition d'acteurs qui profitent du manque de légitimité et de la faiblesse de l'autorité de l'État pour prendre le contrôle de certains territoires ou pour faire fructifier leurs activités illicites. Ainsi, l'insécurité n'est pas uniquement le fait des groupes armés, mais également de la petite délinquance, du grand banditisme et des réseaux internationaux de trafics en tout genre.

Lorsqu'un bus est attaqué et que ses occupants sont dévalisés, ou lorsque des têtes de bétail sont volées, ce ne sont pas le fait d'un groupe transnational qui appelle à la

création d'un califat dans le Grand Sahara. Lorsque des représentants de l'autorité, des chefs coutumiers, des imams, des prêtres et des pasteurs sont assassinés, ce n'est pas exclusivement l'expression d'un radicalisme religieux, mais le résultat de la reconfiguration de réseaux locaux de pouvoir et d'influence. Ce ne sont pas forcément les lieux où les représentants du culte, musulman ou chrétien, qui sont visés, mais l'influence politique et sociale que ces représentants possèdent au sein de leurs communautés. Comme le rapportait International Crisis Group dans son rapport de 2017⁷, lorsque Ansarul Islam cible des enseignants dans le nord du Burkina Faso, ce n'est pas uniquement pour s'attaquer à l'école de « l'État importé » occidental et mettre en place la charia, mais pour faire taire d'anciens collaborateurs impliqués dans des réseaux locaux de trafics et de contrebandes.

Il en va de même pour le caractère ethnique des violences. Au Burkina Faso, les enquêtes préliminaires sur la tuerie de masse de Yirgou soulignent l'instrumentalisation du caractère ethnique par une lutte entre factions opposées pour le contrôle de la chefferie coutumière. Et si, au Burkina Faso comme au Mali, les communautés peules représentent l'un des principaux bassins de recrutement des groupes armés, cela devrait amener à soulever de plus amples interrogations quant aux rapports que ces populations pastorales semi-nomades entretiennent avec les détenteurs de l'autorité étatique ou avec les communautés sédentaires, principalement dépendantes de l'agriculture.

La perception d'un État corrompu et violent

Au Burkina Faso, les groupes armés transnationaux ne convertissent pas massivement des populations dans une croisade idéologique à l'encontre de l'Occident et de l'État burkinabè. Ils ne déferlent pas sur le pays en menant une guerre de conquêtes territoriales. Ils s'implantent au contraire localement, capitalisant sur des conflits antérieurs à leur création et opposant les populations à des représentants de l'État perçus comme violents et corrompus. Et, au sein des communautés les plus reculées et les moins touchées par la redistribution des richesses et des biens sociaux, ce sont ces perceptions et représentations d'un État violent et corrompu qui sont le réel moteur des violences et du recrutement des groupes concurrençant sa légitimité. Au sein des régions les plus exposées aux violences, les populations directement dépendantes de l'accès aux ressources naturelles, et notamment les communautés pratiquant le pastoralisme, sont en effet la cible d'un racket quasi permanent appuyé par des exactions violentes à leur encontre.

Les groupes armés se rapprochent alors d'hommes influents

des territoires au sein desquels ils s'implantent, et s'appuient sur des acteurs hétéroclites habitués à évoluer au sein des réseaux informels et des activités illicites. Pour les populations, ils représentent une opportunité d'améliorer leur quotidien et de s'émanciper face à une représentation arbitraire de l'État. Cela passe notamment par l'ouverture des zones de pâturage et de l'exploitation artisanale des ressources aurifères au sein des espaces naturels protégés, qui sont des zones géographiques prédominantes dans les régions burkinabè gagnées par l'insécurité.

Pour sa part, si l'État burkinabè continue de qualifier les groupes armés de « djihadistes » et les attaques menées de « terrorisme », c'est que ce discours lui permet de se dédouaner de toute responsabilité dans l'émergence des violences, mais aussi de justifier une répression arbitraire qui génère plus de victimes au sein de la population qu'au sein des groupes armés.

Nicolas Hubert est candidat au doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il a réalisé entre octobre 2018 et avril 2019 un séjour de recherche au Burkina Faso afin d'évaluer les relations entre la dégradation de l'environnement et les conflits armés.

¹ Voir les rapports du *Institute for Security Studies* sur l'Afrique de l'Ouest : <https://issafrica.org/research/west-africa-report>.

² Voir les rapports de *International Crisis Group* : <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso>.

³ Voir les activités et rapports de *International Alert* : <https://www.international-alert.org/where-we-work/mali>

⁴ Voir les activités et rapports de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/>

⁵ Abrahamsen, Rita, (2005), « Blair's Africa : The Politics of Securitization and Fear », *Alternatives : Global, Local, Political*, 30(1), pp. 55-80 ; Duffield, Mark (2010), « The Liberal Way of Development and the Development-Security Impasse: Exploring the Global Life-Chance Divide », *Security Dialogue*, 41(1), pp. 53-76 ; Aradau, Claudi et Van Munster, Rens, (2007), « Governing Terrorism through Risk : Taking Precautions, (Un)Knowing the Future », *European Journal of International Relations*, 13(1), pp. 89-115.

⁶ Bayart, Jean-François, [1989]2006, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris : Fayard.

⁷ Voir rapport récent de *International Crisis Group* : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north>



Nouvelles et annonces

- Niagalé Bagayoko a publié le rapport [« Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne »](#). La crise qui enflamme depuis le début des années 2010 l'espace sahélien, autour des deux foyers majeurs que sont le bassin du Tchad et les régions Nord et Centre du Mali, a eu pour conséquence la modification substantielle du dispositif multilatéral africain voué à la prévention, à la gestion et au règlement des crises et des conflits. Ce rapport du Projet Mali du Centre FrancoPaix analyse les enjeux organisationnels, les processus décisionnels et les défis pour les interventions et initiatives africaines visant à résoudre les crises et les conflits dans cet espace sahélien.
- Nicolas Hubert publie ce mois de juillet « Burkina Faso : un terreau pour la propagation du conflit malien? ». Ce rapport du Projet Mali du Centre FrancoPaix établit d'une part une comparaison et une interconnexion entre l'évolution du conflit au Mali à la suite des Accords de paix de Bamako, signés en 2015, et la propagation des dynamiques conflictuelles au Burkina Faso. Il présente d'autre part les enjeux sociaux, économiques et politiques propres au Burkina Faso et contribuant au délitement de la situation sécuritaire de ce pays. Le rapport sera disponible sous peu sur [notre site](#).
- Les 10 et 11 juin 2019, les membres et amis du Centre FrancoPaix ont contribué à la formation des officiers des Forces armées canadiennes lors d'un colloque tenu au Canadian Forces College à Toronto. Ils ont présenté leurs expertises sur l'Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'exercice *Shifting Sands*. Étaient présents Bruno Charbonneau, Cédric Jourde, Muriel Gomez-Perez, Jonathan Sears, Adam Sandor, Joan Osei-Tutu, Fiifi Edu-Afful, Philippe Frowd, Jérôme Mellon, Daniel Eizenga, Audray Fréchette et Kalilou Sidibé.
- Niagalé Bagayoko a participé au Forum du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm en Suède du 14 au 16 mai en intervenant dans deux sessions: "2030 megatrend projections: Implications for Africa's security landscape" organisée par l'*African Centre for Strategic Studies* (ACSS) de la *National Defense University* des États-Unis ; et "What is legitimate stability? Differences between local and international perceptions" co-organisée par SIPRI et CORDAID. Elle est aussi intervenue pour la Quatrième session internationale de réflexion stratégique (SRIS) à Grand Bassam en Côte d'Ivoire les 20 et 21 mai sur le thème "Quelle architecture sécuritaire africaine pour une sécurité collective ?". Elle a aussi co-animé deux ateliers co-organisés par l'ASSN (*African Security Sector Network*) et CORDAID : "[Comprendre, analyser et documenter le système de sécurité de la République centrafricaine : le rôle des organisations de la société civile](#)", à Bangui du 22 au 24 mai ; et "[Comprendre, analyser et documenter le système de sécurité de la République démocratique du Congo : le rôle des organisations de la société civile](#)", à Kinshasa du 27 au 29 mai.
- Maxime Ricard a présenté « *The Collective Response to the "Microbes Crisis" in Abobo, Abidjan: Negotiating Urban Order After the War* » dans le cadre du panel « *Urban policing and production of the city* » à la *8th European Conference on African Studies*, le 13 juin 2019, à Edinburgh, Royaume-Uni. Il a aussi présenté le 29 mai à l'Université de Montréal « *Les Soufè-Wourou s'organisent : la réponse collective à une « crise sécuritaire » urbaine par les mobilisations des comités de vigilance d'Abobo à Abidjan* » dans le cadre de l'école d'été de la Chaire CERI – CERIU en études internationales.

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

**Chaire Raoul-Dandurand | UQAM
C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca**

